

CBI MALI_RAPPORT DE GESTION AU 31 DECEMBRE 2024



GRAND JEU CBI POUR LES PME/PMI

Participe et tente de gagner
500 000 FCFA

Date limite de réception :
09 juin 2024



Condition de participation :
Rédiger un texte de présentation de l'entreprise (Nom, secteur d'activité, années d'existence, localisation, nombre d'employés, les produits et services, etc.).
Prendre des photos illustratives (Photo de l'enseigne ou du local, photos du personnel, photos des produits, etc.).
Envoyer en messagerie privée pour participer à la phase de vote du public

La Banque Autrement
<https://mali.coris.bank>
f y+ in



SOMMAIRE

Pages

I. FAITS MARQUANTS EXERCICE 2024	2
II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	5
II.1. Activité économique mondiale	5
II.2. Environnement national	6
III. ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS	7
III.1. Le réseau	7
III.2. Le fonds de commerce	7
III.3. Ressources clientèle	8
III.4. Emplois clientèles	9
III.5. Produit Net Bancaire	9
III. 6. Charges Générales d'Exploitation	10
III.7. Résultat Brut d'Exploitation	11
III. 8. Résultat net Consolidé	11
IV. RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BRANCHE ISLAMIQUE	12
ANNEXE	12

I. FAITS MARQUANTS EXERCICE 2024

	FAITS MARQUANTS 2024
Période	Environnement économique
Janvier	Financement de la Banque Mondiale pour interconnecter le Mali, le Niger et la Mauritanie d'un montant de 60 milliards ;
Février	Participation du Mali au sommet Chine Afrique ; Journée Internationale de la Douane ; Lancement des travaux d'aménagement des routes de Kati Bamako par le Chef de l'Etat.
Mars	Rencontre entre les DG de banques et le Ministre de l'Economie et des Finances concernant la sortie de la CEDEAO du Mali ; Lancement du calendrier du processus budgétaire des émissions de titres publics 2024 ; Financement de 60 milliards de la BOAD pour l'agriculture et l'énergie ; Financement de la Banque Mondiale pour réparer les terres dégradées pour 90 milliards.
Avril	Blocage du financement prévu par la Banque mondiale pour l'électricité d'un montant de 37 milliards ; Déblocage d'une aide d'urgence du FMI pour le compte du Mali de 73.8 milliards ; Allocation par l'Etat de 9,938 milliards aux motoculteurs ;
Mai	Réception par le Ministre de l'Agriculture de 15 000 tonnes d'engrais au profit des agriculteurs; Signature d'un accord avec Ganfeng Lithium Co, Leo Lithium et Friefinch pour l'exploitation du Lithium à Bougouni. Le Mali obtient 30 % du capital;
Juin	Réunion des Ministres des Affaires Etrangères de l'AES; L'Agence Ecofin prévoit pour 2024, que le Burkina surplantera le Niger et le Mali en termes de PIB; Publication d'un article sur la perte de 37 milliards suite au refus de visa Schengen par les africains en 2023; Fermeture de tous les sites d'orpaillage sur toute l'étendue du territoire jusqu'au 30 septembre; Le Mali classé dans le top 10 des producteurs de coton dans le monde;
Aout	Réunion statutaire de la commission spécialisée du Conseil National de la Statistique; Le Mali conserve son rang de leader avec 690 000 tonnes en Afrique de l'Ouest;
Octobre	Adoption de la Loi de Finance 2025; 4è forum de développement durable du CICF;
Novembre	Apport de 2 milliards par la Belgique pour l'insécurité alimentaire ;
Décembre	Le BVG et la BOAD signent un accord de partenariat ;
Période	Environnement politique, social et sécuritaire
Janvier	

	Rejet du déploiement de l'OTAN au Mali par le Chef de l'Etat ;
Février	Création du Comité de Pilotage du dialogue inter-malien pour la paix ;
Mars	Dénonciation par le Chef de l'Etat de l'ingérence de l'Algérie dans les affaires interne du Mali ;
	Réunion des Ministres de l'AES à Ouaga ;
	Fin des accords d'Alger .
Avril	Tensions frontalières entre le Mali et la Mauritanie ;
Mai	Construction de 2000 logements sociaux économiques pour les douaniers (cité) ;
	Prévision de livraison de 150 millions de litre de gaz oïl par le Niger au Mali ;
Aout	Le Mali et la Russie signent 03 mémorandums d'entente dans le domaine de l'Energie nucléaire ;
	Signature d'un partenariat entre le Mali et la Guinée dans le cadre du Numérique ;
Décembre	Suspensions par les partis politiques de leur concertation avec le Gouvernement ;
	Levée des suspensions des activités des partis politiques par les Autorités ;
	Placement en alerte des forces de l'AES ;
	Audience du Chef de l'Etat et le GAFENG ;
	Rencontre entre le 1 ^{er} Ministre et les travailleurs de EDM ;
	Foire du Bazar diplomatique.
Période	Environnement bancaire
Mars	Allègement des conditions de prêt de EDM (261 mds) par les Banques à la demande de l'Etat ;
Mai	Grève du SYNABEF suite à l'arrestation du Secrétaire Général Hamadoun BA ;
	Participation de la Présidente de l'APBEF à la réunion annuelle du FMI et de la Banque Mondiale aux côtés du Ministre des Finances à New York.
Novembre	Actionnariat de l'Etat dans la BNDA par la reprise des actions de l'DEG ;
	Réunion à la BCEAO avec l'APBEF et les Directeurs Généraux.
Période	Environnement fiscal/Légal : Néant
Décembre	Changement dans le Code du Travail concernant le recrutement des étrangers.
Période	Actions commerciales et projets
Janvier	Campagne épargne pour la collecte des ressources ;
Février	Lancement des cartes VISA Infinite et Gold ;
	Organisation d'une conférence de présentation des produits de Baraka à l'Université Cheick Zayed.
Mars	Suivi du projet CRM Portal avec le DIM ;

	Suivi du projet bank to wallet orange Mali avec la Banque Digitale.
Avril	Recrutements d'AVD pour booster les ouvertures de comptes de Baraka ;
Mai	Recrutements d'AVD pour booster les souscriptions de Coris Money ; Finalisation du projet d'accompagnement dans le cadre du diagnostic RSE avec CICF ; Premier Tirage de la campagne épargne.
Juin	Lancement de la campagne DAT pour la collecte de ressources avec de lots ; Suivi du projet bank to wallet orange Mali avec la Banque Digitale.
Novembre	Remise de lots pour les gagnants des comptes épargne ; Organisation de jeux concours et remise de lots aux gagnants.
Juil- décembre	Campagne DAT pour la collecte de ressources avec de lots ; Suivi lancement des produits d'assurance avec WAFA.
Période	Sponsoring et évènementiel
Janvier	Sponsoring de miss ORTM ;
Janvier	Sponsoring de la nuit de l'Entrepreneuriat ; Participation du Mali (DCE) au forum des mines en Afrique du Sud.
Décembre	Accompagnement de AZALAI pour leurs actions RSE, rénovation d'une école ; Sponsoring des Journée Economiques du Burkina par le Président ; Distinction honorifique et mérite Néant
Période	Certification ISO et autres certifications
Octobre	Audit de suivi de Certification ISO 9001v2015 avec BSI ;
Novembre	Mise en place du SGES (RSE) ; Lancement de la Re Certification PCI-DSS ;

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

II.1. Activité économique mondiale

En 2024, l'économie mondiale a affiché des évolutions contrastées selon les régions. Dans les pays avancés, l'activité s'est légèrement accélérée aux États-Unis, tandis qu'elle a reculé au Japon et stagné en zone euro. Dans les économies émergentes, la croissance est restée robuste.

Aux Etats-Unis, la dynamique de l'activité économique s'est légèrement accélérée à 54,1 points en octobre 2024, contre 54,0 points en septembre 2024, reflétant une solide progression du secteur privé, dans un contexte de baisse de l'emploi et de faible inflation, à son plus bas niveau depuis le mois de juin 2020. En zone euro, l'indice composite des directeurs d'achat est ressorti en hausse de 0,4 point par rapport au mois précédent pour atteindre 50 points en octobre 2024, niveau de l'indice qui traduit une stagnation de l'activité du secteur privé. Le recul du secteur manufacturier s'est atténué (46 points contre 45 points), tandis que le secteur des services a enregistré une croissance modérée (51,6 points contre 51,4 points), malgré une baisse continue de la demande et une diminution de l'emploi. Au Royaume-Uni, le secteur privé a poursuivi sa croissance en octobre 2024, bien que son rythme ait ralenti à 51,8 points, contre 52,6 points en septembre. Ce ralentissement affecte à la fois la production manufacturière (49,9 points contre 51,5 points) et le secteur des services (52,0 points contre 52,4 points). Au Japon, l'indice PMI composite est passé en zone de contraction en octobre 2024 à 49,6 points, après 52,0 points en septembre 2024, marquant un recul de l'activité du secteur privé pour la première fois en quatre mois. Cette situation est due à l'affaiblissement continu de l'activité manufacturière (49,2 points contre 49,7 points) et à une contraction dans le secteur des services, la première enregistrée depuis juin 2024 (49,7 points contre 53,1 points).

Au niveau des **pays émergents**, l'activité du secteur privé en **Chine** a progressé en octobre 2024, atteignant 51,9 points contre 50,3 points en septembre 2024, son niveau le plus élevé depuis juin 2024, grâce aux mesures de soutien mises en œuvre fin septembre par les Autorités nationales. La croissance de l'activité manufacturière s'est accélérée et le secteur des services a enregistré une reprise plus rapide, marquée par une hausse des nouvelles commandes et d'un regain de confiance des investisseurs. En **Inde**, l'indice PMI composite a progressé à 59,1 points en octobre 2024, contre 58,3 points en septembre, atteignant son niveau le plus élevé depuis trois mois. L'accroissement des nouvelles commandes dans les secteurs manufacturiers et des services, a soutenu la progression des ventes et de l'emploi dans le secteur privé. En **Russie**, l'indice PMI composite est passé de 49,4 points en septembre à 50,9 points en octobre 2024. La croissance de la production dans le secteur des services s'est poursuivie, alors que la contraction de la production manufacturière a ralenti, soutenue par une augmentation des nouvelles commandes. Au **Brésil**, l'activité économique s'est renforcée, avec un indice PMI composite atteignant 55,9 points en octobre 2024, en hausse de 0,7 point par rapport à septembre 2024. Cette évolution reflète une forte croissance du secteur privé, stimulée par une demande accrue de biens et services. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite s'est établi à 50,6 points, après 51,0 points en septembre 2024, indiquant une expansion modérée de l'activité, portée par un accroissement des nouvelles commandes et une amélioration des conditions économiques, malgré une baisse de l'emploi.

Au niveau des pays voisins de l’UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** a reculé à 46,9 points en octobre 2024, après 49,8 points en septembre, signalant une contraction plus marquée de l'activité du secteur privé pour le quatrième mois consécutif. Dans l’ensemble des secteurs, les nouvelles commandes et la production ont fortement diminué, dans un contexte de pressions inflationnistes croissantes liées à la faiblesse de la monnaie et à la hausse des coûts du carburant. Au **Ghana**, l'indice PMI est passé de 49,1 points en septembre 2024 à 50,6 points en octobre 2024, indiquant une légère reprise de l'activité dans le secteur privé. Bien que les prix des intrants demeurent élevés, la production et les nouvelles commandes sont reparties à la hausse, avec une forte progression de l'emploi, la plus rapide depuis le début de l'année.

II.2. Environnement national

Au plan politique, l’année 2024 a été marquée par les événements majeurs tels que : la dénonciation de l’ingérence de l’Algérie dans les affaires internes du pays, la signature d’un accord entre le Mali et la Russie dans le domaine énergétique, la tenue du dialogue inter Malien et la nomination du nouveau premier ministre.

Sur le Plan sécuritaire, le Mali a réalisé les actions suivantes : la parfaite sécurisation de sa frontière avec les voisins comme la Mauritanie et l’Algérie ayant engendrée de vives tensions, le rejet du déploiement de l’OTAN au Mali, la fin de l’accord d’Alger et la réunion des ministres des affaires étrangères de l’Alliance des Etats du Sahel (AES) au Burkina Faso et la signature d’un contrat d’équipement militaires avec la société Norinco sont entre autres les grandes actions sécuritaires sur l’exercice 2024.

Au plan économique, la croissance du Mali devrait remonter à plus de 4,4 % en 2024 et 2025, contre 3,8 % en 2023. Cette embellie serait due aux bons résultats au niveau de la production agricole et aurifère du pays. C’est ce qui ressort des consultations de 2024 du Fonds Monétaire International réalisées au titre de l’article IV avec le Mali.

Toutefois, les perspectives du FMI sur l’économie malienne peuvent être revues à la baisse. La détérioration de la situation sécuritaire, les retards éventuels des élections, la volatilité des prix internationaux des produits de base, le resserrement des conditions financières mondiales ou encore les risques liés au climat pourraient impacter négativement la croissance économique du Mali d’ici 2026.

III. ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

III.1. Le réseau

Rubriques	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Budget au 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 24 vs Déc 23		Réalisation du budget au 31/12/2024	
					Brute	%	Ecart	%
Nombre d'agences/bureaux	10	10	11	10	0	0%	-1	91%
Nombre de DAB/GAB	20	20	26	20	0	0%	-6	77%
Nombre de TPE	72	75	120	80	3	4%	-45	63%
Nombre de Cartes	6 046	7 464	8 000	8 000	1 418	23%	-536	93%
Nombre de E-Coris	3 878	4 228	6 000	6 000	350	9%	-1 772	70%
Nombre de clients - wallet (Banque Digitale)	1 491	8 497	20 000	10 000	7 006	470%	-11 503	42%

A fin décembre 2024, le réseau d'agences et de GAB sont restés stables à dix (10) et vingt (20) comparativement à décembre 2023.

Le nombre de TPE installés auprès des différents clients est de 75 terminaux à fin décembre 2024 contre 72 un an plutôt. Ce nombre tient compte du remplacement de terminaux vétustes.

Le nombre de cartes au 31 décembre 2024 est en hausse de 1 418 unités pour s'établir à 7 464 cartes contre 6 046 cartes à fin décembre 2023 soit une hausse de 23%.

Au 31 décembre 2024, un nombre total de 4 228 clients utilisent le service E-Coris contre 3 878 clients en 2023, soit 350 souscriptions supplémentaires.

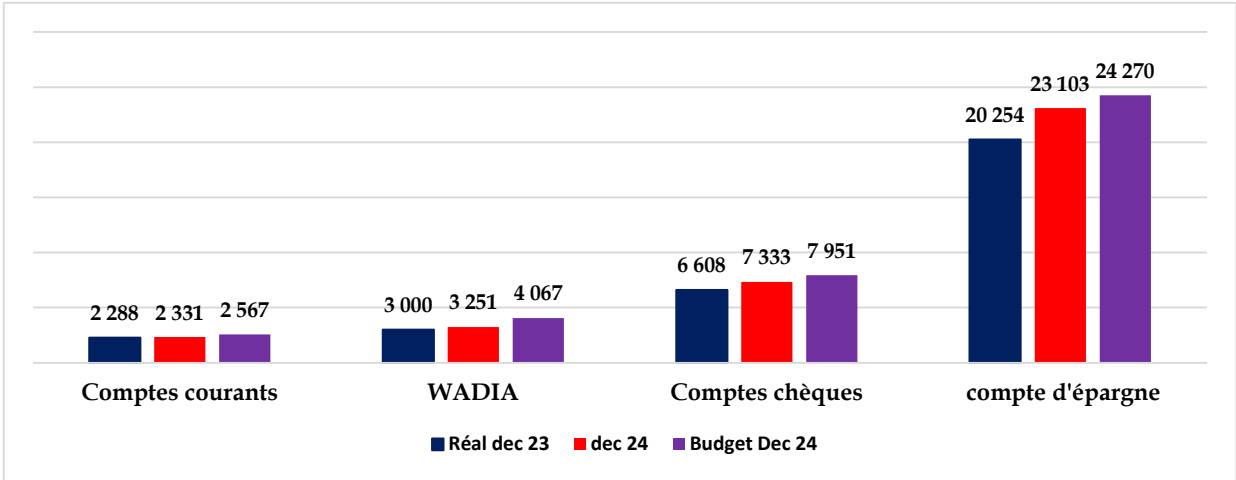
Le nombre de wallet ressort à 8 497 à fin décembre 2024 pour un budget de 20 000 affichant un taux de réalisation de 42%.

III.2. Le fonds de commerce

Rubriques	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Budget 31/12/24	Estimé 31/12/24	Variation Déc. 24 / Déc. 23		Réalisation budget 2023	
					Brute	%	Ecart	%
Stock de compte à vue	11 896	12 915	14 585	13 580	1 019	8,57%	-1 670	88,55%
Comptes courants	2 288	2 331	2 567	2 480	43	1,88%	-236	90,81%
WADIA	3 000	3 251	4 067	3 600	251	8,37%	-816	79,94%
Comptes chèques	6 608	7 333	7 951	7 500	725	10,97%	-618	92,23%
Stock de compte d'épargne	20 254	23 103	24 270	22 779	2 849	14,07%	-1 167	95,19%
Stock de comptes	32 150	36 018	38 855	36 359	3 868	12,03%	-2 837	92,70%

A fin décembre 2024, le stock de comptes a connu une variation à la hausse de 3 868 unités par rapport à décembre 2023, portée par les ouvertures sur la période de 5 689 nouveaux comptes.

Le stock de comptes d'épargne connaît la plus forte évolution avec 2 849 unités supplémentaires. Le niveau du stock de comptes a atteint 92,7% de l'objectif budgétaire.



Structure du stock de compte

III.3. Ressources clientèle

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Budget au 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 24 vs Déc 23		Réalisation du budget au 31/12/2024	
					Brute	%	Ecart	%
Dépôts à vue	74 875	90 576	115 930	82 759	15 700	21,0%	-25 354	78,1%
Dépôts à terme	49 069	59 082	79 601	65 141	10 013	20,4%	-20 520	74,2%
Epargne	12 257	14 265	17 926	14 152	2 008	16,4%	-3 661	79,6%
Dépôts de garantie	5 394	4 904	9 234	6 750	-490	-9,1%	-4 330	53,1%
Autres sommes dues	2 427	7 983	2 327	6 513	5 556	228,9%	5 656	343,0%
Total dépôts	144 022	176 809	225 019	175 315	32 787	22,8%	-49 155	78,2%

Les ressources mobilisées auprès de la clientèle se chiffrent à 176,8 milliards de FCFA à fin décembre 2024 avec une hausse de 32,8 milliards de FCFA par rapport à fin 2023 soit +22,8%. Elles affichent un niveau de réalisation budgétaire de 78,2%.

III.4. Emplois clientèles

Données en millions de FCFA

Rubriques	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Budget au 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 24 vs Déc 23		Réalisation du budget au dec 2024	
					Brute	%	Ecart	%
Crédits à court terme	103 340	76 115	119 462	73 165	-27 224	-26,3%	-43 347	63,7%
Crédits de campagne	9 921	19 409	7 642	25 352	9 489	95,6%	11 767	254,0%
Escompte	39 440	5 187	34 396	13 697	-34 253	-86,8%	-29 209	15,1%
Découverts	9 747	13 774	17 178	9 937	4 026	41,3%	-3 404	80,2%
Autres crédits à court terme	44 232	37 745	60 246	24 178	-6 486	-14,7%	-22 501	62,7%
Crédits à moyen terme	48 094	72 252	61 904	73 218	24 158	50,2%	10 348	116,7%
Crédits à long terme	15 657	14 759	15 371	14 771	-898	-5,7%	-612	96,0%
Créances en souffrance brutes	4 093	11 787	3 422	15 117	7 695	188,0%	8 366	344,5%
Créances restructurées	1 530	6 490	196	10 645	4 961		6 295	3312,2%
Créances douteuses et litigieuses	2 563	5 297	3 226	4 472	2 734	106,7%	2 071	164,2%
Total crédits bruts	171 184	174 914	200 159	176 271	3 730	2,2%	-25 246	87,4%
Dépréciations	2 497	3 604	3 239	3 898	1 107	44,3%	365	111,3%
Total crédits nets de provisions	168 687	171 310	196 920	172 373	2 623	1,6%	-25 610	87,0%

Les crédits nets de provisions octroyés à la clientèle ont enregistré une hausse de **2,6 milliards de FCFA** par rapport à fin 2023 en lien principalement avec les emplois à moyen terme **(+24,2 milliards de FCFA)** et les créances en souffrance **(+7,7 milliards de FCFA)**. La tendance à la hausse a été atténuée par la sortie sur les emplois à court terme **(-27,2 milliards de F CFA)**. Les emplois nets de provisions s'établissent à 171,3 milliards de FCFA pour un niveau de réalisation budgétaire de 87,0%. Le taux de transformation est en amélioration de **20,2 pdb** et affiche 96,9% à fin décembre 2024.

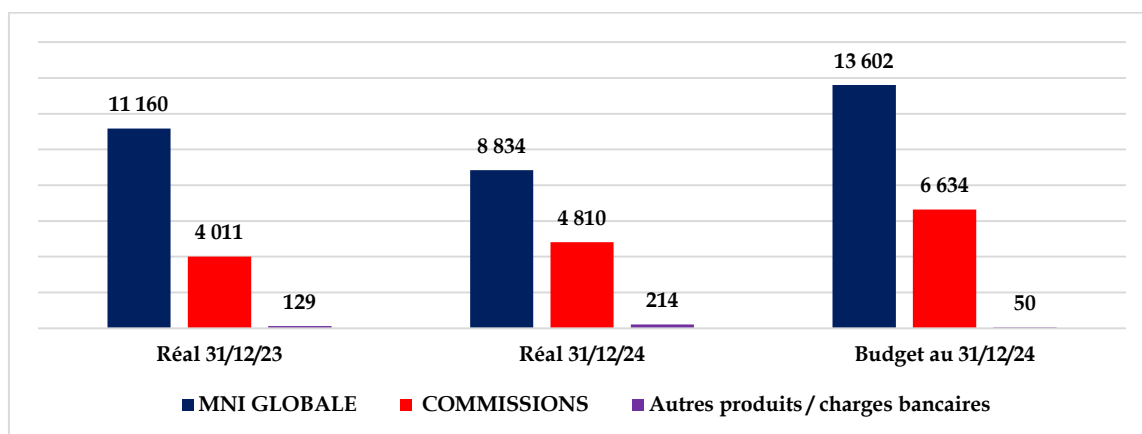
III.5. Produit Net Bancaire

RUBRIQUE	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 23 vs Déc 24		Budget au 31/12/24	Réalisation du budget au 31/12/24	
				Brute	%		Ecart	%
MNI/CLIENTELE	9 298	8 829	9 379	-469	-5,0%	11 513	-2 684	76,7%
dont Produits clientèle	12 324	12 468	13 016	144	1,2%	15 246	-2 778	81,8%
Charges clientèle	3 027	3 639	3 637	612	20,2%	3 733	-93	97,5%
MNI/TRESO	1 862	5	242	-1 857	-99,7%	2 089	-2 084	0,2%
Produits Ets de Crédit	50	47	21	-2	-4,9%	77	-30	61,3%
Charges Ets de Crédit	6 349	9 092	8 513	2 742	43,2%	5 688	3 403	159,8%
Produits / Titres de Plcmts	8 370	9 246	8 939	876	10,5%	7 701	1 545	120,1%
Charges / Titres de Plcmts	208	196	205	-12	-5,6%	0	196	
MARGE D'INTÉRÊTS GLOBALE	11 160	8 834	9 621	-2 326	-20,8%	13 602	-4 768	64,9%
MARGES SUR COMMISSIONS	4 011	4 810	4 386	799	19,9%	6 634	-1 824	72,5%
Autres produits / charges bancaires	129	214	40	85	66,3%	50	164	428,3%
PRODUIT NET BANCAIRE	15 300	13 858	14 047	-1 441	-9,4%	20 286	-6 428	68,3%

Le Produit Net Bancaire s'établit à fin décembre 2024 à 13,9 milliards de FCFA contre 15,3 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une décroissance annuelle de 1,4 milliard de FCFA. Cette contre-performance est en lien avec la hausse des charges de trésorerie qui ont enregistrées une croissance de 43,2% soit +2,7 milliards par rapport à décembre 2024.

Le PNB se compose de 8,8 milliards de FCFA de marge d'intérêts (63,7%), de 4,8 milliards de FCFA de commissions (34,7%) et de 214 millions de FCFA d'autres produits bancaires (1,5%). Le niveau de réalisation budgétaire du PNB ressort à 68,3%.

Composition du PNB



III. 6. Charges Générales d'Exploitation

RUBRIQUE	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 23 vs Déc 24		Budget au 31/12/24	Réalisation du budget au 31/12/24	
				Brute	%		Ecart	%
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	9 572	11 302	10 877	1 730	18,1%	12 080	-778	93,6%
Charges du personnel	3 752	4 429	4 412	677	18,0%	4 557	-128	97,2%
Impôts et taxes	201	227	218	25	12,6%	226	1	100,3%
Charges d'exploitation	5 086	6 147	5 743	1 060	20,8%	6 367	-221	96,5%
Dotations aux amortissements	533	500	503	-32	-6,1%	930	-430	53,8%

Les charges générales d'exploitation sont en croissance de 18,1% (+1,7 milliard de FCFA) par rapport à décembre 2023.

Le coefficient d'exploitation connaît une dégradation de 18,9 pdb pour se fixer à 81,4% contre 62,6% en décembre 2023 en lien avec le retard du PNB sur son budget. Le niveau de réalisation des charges générales d'exploitation ressort à 93,6% soit une économie de 778 millions de FCFA par rapport aux objectifs budgétaires de décembre 2024.

III.7. Résultat Brut d'Exploitation

RUBRIQUE	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 23 vs Déc 24		Budget au 31/12/24	Réalisation du budget au 31/12/24	
				Brute	%		Ecart	%
PRODUIT NET BANCAIRE	15 300	13 858	14 047	-1 441	-9,4%	20 286	-6 428	68,3%
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	9 572	11 302	10 877	1 730	18,1%	12 080	-778	93,6%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 728	2 556	3 170	-3 172	-55,4%	8 206	-5 650	31,1%

Le résultat brut d'exploitation s'est déprécié de 3,2 milliards de FCFA par rapport à décembre 2023 pour s'établir à 2,6 milliards de FCFA, affichant un niveau de réalisation budgétaire au 31 décembre 2024 de 31,1%.

III. 8. Résultat net Consolidé

RUBRIQUE	Réal 31/12/23	Réal 31/12/24	Réal Estimé 31/12/24	Evolution Annuelle Déc 23 vs Déc 24		Budget au 31/12/24	Réalisation du budget au 31/12/24	
				Brute	%		Ecart	%
PRODUIT NET BANCAIRE	15 300	13 858	14 047	-1 441	-9,4%	20 286	-6 428	68,3%
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	9 572	11 302	10 877	1 730	18,1%	12 080	-778	93,6%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 728	2 556	3 170	-3 172	-55,4%	8 206	-5 650	31,1%
Coût du risque	1 188	1 102	1 500	-86	-7,2%	1 038	64	106,2%
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 539	1 454	1 670	-3 086	-68,0%	7 168	-5 714	20,3%
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	0	0	3	0		10	-10	1,3%
RESULTAT AVANT IMPOT	4 539	1 454	1 673	-3 085	-68,0%	7 178	-5 724	20,3%
Impôts sur les sociétés	207	289	335	81	39,2%	596	-307	48,5%
RESULTAT NET	4 332	1 165	1 338	-3 167	-73,1%	6 583	-5 417	17,7%

Le résultat d'exploitation est porté à 1,5 milliard de FCFA au 31 décembre 2024 contre 4,5 milliards de FCFA un an plutôt, après une décroissance de 3,1 milliards de FCFA liée d'une part à la hausse des charges de trésorerie engendrant la contre-performance du PNB et d'autre part au coût net de risque. Le niveau de réalisation budgétaire est de 20,3% au 31 décembre 2024.

Après la prise en compte de l'impôt sur les sociétés, chiffré à 289 millions de FCFA, le résultat net au 31 décembre 2024 est ressorti bénéficiaire à 1,2 milliard de FCFA pour un taux de réalisation s'établissant à 17,7%.

IV. RAPPORT D'ACTIVITE DE LA BRANCHE ISLAMIQUE

Focus activités Finance Islamique

Rubriques	Réal DEC 23	Estimé dec 24	Réal DEC-24	Budget DEC-24	Variation mensuelle DEC.-24 Vs DEC-23		Réalisation du budget DEC.-24	
					Brute	%	Ecart	%
Ouverture de compte	1 001	605	513	605	-488	51,2%	- 92	84,8%
Fermeture de compte	132		261		129	197,7%	261	-
Stock de compte	3 000	3 552	3 252	4 067	252	108,4%	- 815	80,0%
Compte à solde nul	7		45	-	38	642,9%	45	-
NOMBRE DE CLIENTS	2 872	3 259	3 191	3 755	319	111,1%	- 564	85%
ENCOURS RESSOURCES	5 589	6 141	5 596	15 079	7	100,1%	- 9 483	37,1%
ENCOURS EMPLOI	637	1 971	2 031	4 747	1 394	319,1%	- 2 716	42,8%
HORS BILAN	138	199	2	293	-136	1,4%	-291	0,7%
Bénéfice sur financements	403	100	72	784	-331	17,8%	-712	9,2%
Commissions nettes	37	56	40	74	3	106,9%	-35	53,4%
Marge sur opérations des portefeuilles de négociation					0	-	0	-
Marge sur opérations de trésorerie					0	-	0	-
Produit Net Bancaire	440	156	111	858	-329	25,3%	-746	13,0%
Charges générales d'exploitation	208	205	210	303	2	100,9%	-93	69,3%
Coût du risque	5		0	0	-5	0,0%	0	-
Résultat d'exploitation	227	-49	-99	555	-325	-43,5%	-653	-17,8%
Impôt sur le Résultat	5	1	1	555	-4	22,3%	-554	0,2%
Résultat Net	222	-50	-100	531	-321	-44,9%	-630	-18,8%
Coefficient d'exploitation	47,3%	131,4%	188,4%	35,3%	141,1%	398,5%	12,5%	533,0%

- Le nombre de clients au 31/12/2024 se chiffre à 3 191 avec une réalisation budgétaire de 85,0%. L'agence a ouvert 513 comptes en 2024. Les ouvertures de comptes représentent 84,8% de l'objectif budgétaire.
- Le nombre de comptes clôturés ressort à 261 (dont 247 débiteurs de plus de trois mois, 7 à la demande des clients, 3 sociétés en formation et 4 pour erreur de saisie) et est en dégradation de 129 comptes par rapport à fin 2023 (132 comptes clôturés en 2023).
- Le stock de comptes à une variation nette de 252 supplémentaires pour ressortir à 3 252 comptes contre 3 000 en fin 2023 pour un niveau de réalisation **budgétaire de 80,0%**.
- Les ressources clientèle s'élèvent à 5 596 millions FCFA** au 31/12/2024 contre 5 589 millions FCFA à fin décembre 2023. Elles sont **en légère hausse de 7 millions FCFA** par rapport à fin décembre 2023. Les dépôts sont essentiellement constitués de dépôts à vue qui représentent

99% du portefeuille pour un encours de 5 562 millions de FCFA. **Les ressources représentent 37,1% de l'objectif à fin décembre 2024.**

- **L'encours des financements à la clientèle** ressort à **2,0 milliards FCFA** contre **637 millions FCFA** il y a un an. Les financements affichent une hausse de 1,4 milliard de FCFA par rapport à décembre 2023, **et une réalisation budgétaire annuelle de 43,0%.** La hausse des financements de la Finance Islamique est essentiellement imputable à la mise en place des nouvelles lignes de crédit sur les clients évoluant dans le secteur de commerce.
- **Les engagements hors bilan** se chiffrent à **1,5 million de FCFA** à fin décembre 2024 en régression de 137 millions de FCFA par rapport à décembre 2023. Le niveau de réalisation est de 0,5%. La baisse en glissement annuel des engagements de hors bilan est en lien avec la sortie de la caution de bonne fin d'un client évoluant dans le secteur de commerce à hauteur de 137 millions de F CFA.
- Le Produit Net Bancaire ressort à 111 millions de FCFA avec un taux de réalisation de 13,0% et en dégradation de 329 millions de FCFA par rapport à 2023.
- L'Agence Baraka termine l'année 2024 avec un résultat net déficitaire de 100 millions de FCFA contre un bénéfice de 222 millions de FCFA un an plus tôt.

ANNEXE

ACTIF		
	31-déc.-23	31-déc.-24
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	12 442	7 996
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	3 700	3 556
CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	1 295	4 096
CREANCES SUR LA CLIENTELE	168 684	171 310
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	125 564	156 862
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	313	329
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
AUTRES ACTIFS	11 905	18 722
COMPTES DE REGULARISATION	815	687
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	15	15
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
PRETS SUBORDONNES	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71	58
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 805	11 000
TOTAL DE L'ACTIF	333 610	374 602

PASSIF		
	31-déc.-23	31-déc.-24
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	154 442	160 613
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	144 022	176 809
DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE	0	0
AUTRES PASSIFS	3 319	6 182
COMPTES DE REGULARISATION	2 805	2 680
PROVISIONS	225	90
EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	28 797	28 227
CAPITAL SOUSCRIT	11 000	20 000
PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	0
RESERVES	3 787	4 437
ECARTS DE REEVALUATION	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
REPORT A NOUVEAU (+/-)	9 678	2 625
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	4 332	1 165
TOTAL DU PASSIF	333 610	374 602

HORS BILAN		
	31/12/2023	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	19 462	17 491
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	75 736	58 278
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	105 075	137 347
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0